

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise - CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 20 avril 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



EQIOM

Le Barlot, la Forge
57400 Imling

Références : IMLING_EQIOMCarriere_2022-04-12_RAPVI_inspection_AGTGK_31410

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/04/2022 dans l'établissement EQIOM implanté Le Barlot, la Forge 57400 Imling. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EQIOM
- Le Barlot, la Forge 57400 Imling
- Code AIOT dans GUN : 0006203962
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La carrière EQIOM à Imling produit du calcaire à destination de la cimenterie de Héming. L'abattage est en partie réalisé à l'explosif. Le contrôle a porté sur le secteur dit "Tuilerie" et le secteur visité est la partie de la carrière à proximité des riverains de la commune de Xouaxange, notamment où une piste de la carrière croise une route départementale.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Surveillance des impacts dans l'environnement,
- Plan d'exploitation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan d'exploitation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Front d'abattage	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6	/	Sans objet
Contrôle des émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 28/10/1996, article 18	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Suite de l'inspection du 9 septembre 2019 – Compétence des sous-traitants	Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article 5	/	Sans objet
Suite de l'inspection du 9 septembre 2019 – Registre de suivi de tir	Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article 6	/	Sans objet
Suite de l'inspection du 9 septembre 2019 – Moyens incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 17	/	Sans objet
Sécurité du public	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13	/	Sans objet
Plan de surveillance des émissions de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5 et 19.6	/	Sans objet
Suivi des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	/	Sans objet
Suivi des paramètres météorologiques	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.8	/	Sans objet
Transmission du bilan de la surveillance des retombées atmosphériques	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La plupart des points de contrôle n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection, l'exploitant ayant démontré la conformité de son exploitation. Toutefois, une non-conformité sur le niveau d'émission de bruit a été relevée. L'exploitant a engagé un plan d'action pour en trouver l'origine et mettra en oeuvre des actions correctives le cas échéant.

Outre cette non-conformité, il a été constaté que le plan d'exploitation n'est pas complet et la hauteur d'un front de taille n'a pu être vérifiée. Des compléments sont attendus sous 15 jours.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Suite de l'inspection du 9 septembre 2019 – Compétence des sous- traitants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Qualification des sous-traitants
Prescription contrôlée : « L'exploitant définit une procédure lui permettant de s'assurer de la compétence des sous-traitants intervenant pour réaliser les abattages, et de leur conformité vis-à-vis des réglementations en vigueur en matière d'utilisation d'explosifs. Elle comporte, en particulier, la vérification des différentes autorisations administratives requises pour le stockage, le transport, la mise en place des explosifs, ainsi que pour la réalisation des tirs. La réalisation des tirs d'abattage est subordonnée au respect de cette procédure. [...] »
Constats : Lors de l'inspection de septembre 2019, il avait été constaté l'absence de procédure définissant la compétence des sous-traitants intervenant pour réaliser les abattages. L'exploitant a présenté la procédure définissant les attentes en matière de compétence des sous-traitants intervenant pour réaliser les abattages, dans sa version V2 du 14 mars 2022. L'exploitant a également présenté l'évaluation du sous-traitant intervenant principalement pour les tirs d'abattage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suite de l'inspection du 9 septembre 2019 – Registre de suivi de tir

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Registre de suivi de tir
Prescription contrôlée : « Les caractéristiques de chaque tir sont déterminées et consignées préalablement à sa mise en œuvre. Ces données permettent de vérifier que le tir n'est pas susceptible d'être source de nuisance ou de risque pour les habitants, les habitations ou infrastructures voisines. Il s'agit, en particulier, d'appliquer les lois de propagation des vibrations et surpressions aériennes établies pour le site, ainsi que les adaptations des tirs définies à l'annexe 2 du présent arrêté. La liste des caractéristiques porte, a minima, sur les points suivants : - emplacement, distance et orientation par rapport aux structures riveraines ; - plan de tir ; - typologie, en référence aux tableaux de l'annexe 1 du présent arrêté (en application des dispositions de l'article 9 du présent arrêté) ; - vibrations et surpressions aériennes escomptées au niveau des habitations occupées par des tiers et au niveau du canal (calculs établis à partir de lois de propagation) ; - vibrations escomptées au niveau du canal de la Marne au Rhin (calcul établi à partir de lois de propagation) ; - adaptations éventuelles des conditions de tirs rendues nécessaires, en référence aux propositions détaillées à l'annexe 2 du présent arrêté. »
Constats : L'exploitant a présenté le registre à jour de la semaine de l'inspection. Le contrôle a porté sur le contenu du registre et n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection. Le contrôle de la conformité de tout ou partie des tirs n'a pas été réalisé lors de cette inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suite de l'inspection du 9 septembre 2019 – Moyens incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] — d'un ou plusieurs appareils de lutte contre l'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple), d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m ³ /h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m ³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et fournit un débit de 60 m ³ /h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau. [...]
Constats : Lors de l'inspection du 9 septembre 2019, l'exploitant n'avait pas été en mesure de démontrer la disponibilité des débits incendie. Depuis, l'exploitant a mis en place une réserve incendie de 120 m ³ . La présence de cette réserve a été constatée sur site. L'exploitant a indiqué que le SDIS avait inspecté l'installation sans émettre de remarque. Il est demandé à l'exploitant de tenir à disposition de l'inspection les justificatifs de la validation du SDIS pour contrôles ultérieurs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;- les bords de la fouille ;- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;- les zones remises en état ;- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : Le plan d'exploitation présenté, en date de décembre 2021, ne présente pas : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;- les bords de la fouille ;- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;- la position des ouvrages visés à l'article 14-1, notamment le délaissé périphérique de 10 m. Post-inspection : l'exploitant a indiqué avoir passé commande pour la réalisation d'un plan conforme pour mi-mai 2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Front d'abattage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6
Thème(s) : Autre, Technique d'abattage
Prescription contrôlée : « Pour les travaux à ciel ouvert, l'exploitant doit définir la hauteur et la pente des gradins du front d'abattage en fonction de la nature et de la stabilité des terrains et de la méthode d'exploitation. Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs. A moins que son profil ne comporte pas de pente supérieure à 45°, le front d'abattage doit être constitué de gradins d'au plus 15 mètres de hauteur verticale, sauf autorisation du préfet prise selon les formes prévues à l'article R. 512-31 du code de l'environnement. »
Constats : Lors de la visite sur site, il a été constaté dans le secteur Tuilerie un front de taille d'une hauteur susceptible d'être supérieure à 15 m. En l'absence de mesure précise et de plan d'exploitation indiquant les cotes d'altitude, la hauteur n'a pu être confirmée. L'exploitant a par ailleurs indiqué que ce front de taille correspond à une limite de périmètre d'exploitation, dont le remblaiement sera engagé dans le courant de l'année 2022.
Observations : L'exploitant a indiqué qu'une mesure par un géomètre sera produite à l'occasion de la mise à jour du plan d'exploitation, avant la mi-mai 2022. Le cas échéant, l'exploitant présente les mesures correctives engagées pour atteindre la conformité des fronts de taille et l'échéancier associé. D'autres suites pourront être engagées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13
Thème(s) : Autre, Sécurité du public
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Les dispositions ci-dessus sont applicables aux orifices des puits et aux ouvertures de galeries qui donnent accès aux travaux souterrains.
Constats : L'inspection a contrôlé les accès au niveau du croisement entre les pistes de la carrière et la RD104d. Les accès sont fermés par portail et des signalisations indiquent le passage de véhicules sur la RD. L'inspection n'a pas d'observation à formuler.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de surveillance des émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5 et 19.6
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions atmosphériques
Prescription contrôlée : Article 19.5 : « Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. » Article 19.6 : « Le plan de surveillance comprend : - au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ; - le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriété de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ; - une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c). Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle. Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions. » Constats : Le plan de surveillance dans sa version V3 du 24/03/2022 a été présenté par l'exploitant. Les éléments attendus dans le plan de surveillance sont présents. Des mesures sont réalisées mensuellement, sur la période indiquée de 30 jours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suivi des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions atmosphériques
Prescription contrôlée : Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme « NF X 43-014 (2017) » dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m ² /jour. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.
Constats : Les résultats des mesures ont été consultés pour l'année 2021 et pour janvier 2022. Sur 2021, une valeur mensuelle dépasse les 500 mg/m ² /jour, l'exploitant a tracé qu'il s'agit du recueil de feuilles dans la jauge. (valeur supérieure à 2000 mg/m ² /jour) Toutefois, en moyenne annuelle, les résultats montrent un niveau de retombée de poussières très inférieur à 500 mg/m ² /jour avec une moyenne d'environ 340 mg/m ² /jour.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suivi des paramètres météorologiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.8
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions atmosphériques
Prescription contrôlée : Pour les installations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa du paragraphe 19.5 du présent arrêté, la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum. La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques. Toutefois, pour les carrières dont la surface n'est pas entièrement située sur le territoire d'une commune couverte par un plan de protection de l'atmosphère, la mise en œuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques.
Constats : L'exploitant a indiqué détenir un abonnement aux relevés de la station météorologique de Buhl-Lorraine. Les résultats de cette station ont pu être consultés pour la journée du 03/04/2022, et l'exploitant a présenté son suivi de l'ensemble des résultats pour chaque journée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Transmission du bilan de la surveillance des retombées atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan de la surveillance
Prescription contrôlée : Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées. Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.
Constats : Le bilan annuel a été transmis à l'inspection. Par ailleurs, l'inspection note que l'exploitant a renseigné le site de télédéclaration GEREP.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle des émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/1996, article 18
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : Prescription modifiée par arrêté préfectoral n°2004-AG2-531 du 30 décembre 2004 : "Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessous, dans les zones à émergence réglementée. [tableau non reproduit] Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser, en limite de périmètre autorisé, les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée : Période de jour allant de 7h à 22h (sauf dimanches et jours fériés) : 70 dB(A) Période de nuit allant de 22h à 7h (ainsi que dimanches et jours fériés) : 60 dB(A)"
Constats : La dernière mesure de bruit date de septembre 2020. Elle indique une non-conformité en période nocturne, en zone à émergence réglementée (ZER), au niveau des premiers riverains de Xouaxange. Lors de l'inspection de septembre 2019, il avait été relevé que pour cette même ZER, le niveau d'émergence était conforme mais égal au maximum admissible. La zone d'exploitation concernée par les émissions pourrait être la zone de circulation des Dumpers sur la piste carrière au niveau du croisement avec la RD104d. La mesure ayant été réalisée entre 6h et 7h, il ne peut notamment pas s'agir du bruit dû aux tirs d'abattage. Post-inspection : Par courriel du 11 avril 2022, l'exploitant a précisé que les niveaux acoustiques mesurés peuvent avoir pour origines des actions d'exploitation particulières (stationnement d'un Dumper, panne d'un autre véhicule notamment). L'inspection précise qu'en terme de nuisance acoustique, quelles que soient les phases d'exploitation, les niveaux mesurés doivent être conformes. L'exploitant a convenu de réaliser une nouvelle mesure (commande formulée le 24 mars pour une mesure à réaliser avant l'été 2022), et le cas échéant, engager des actions de réduction du bruit comme par exemple une réduction de la vitesse des dumpers le long de la piste.
Observations : Considérant l'absence de plainte et la nécessité de définir l'origine du niveau d'émergence mesuré lors des mesures de septembre 2020, l'inspection ne propose pas de suite dans l'immédiat, et prend acte de l'échéancier proposé par l'exploitant. D'autres suites pourront être proposées le cas échéant.
Type de suites proposées : Susceptible de suite
Proposition de suites : Sans suite dans l'immédiat